

*Article 31 du Règlement*

● (2300)

Nos vis-à-vis se sont lancés dans un débat au sujet du Programme énergétique national. Manifestement, je suis le serviteur du président de la Chambre et ne voudrais surtout pas enfreindre le Règlement.

**M. Towers:** Oh, oh!

**M. Axworthy:** Je sais que mon vis-à-vis ne lit pas beaucoup, et je porterai donc à son attention ce qu'on a révélé aujourd'hui dans la presse au sujet de la merveilleuse politique énergétique de son propre gouvernement. Un article de la Presse canadienne racontait aujourd'hui comment le gouvernement conservateur, ce soi-disant formidable gouvernement qui s'appuie sur une longue expérience des affaires, venait de perdre encore un milliard des deniers publics en rendant, sur la prise de contrôle de Gulf, une décision qui a permis à cette société de profiter d'une échappatoire du régime fiscal pour ne pas payer un milliard de dollars en impôts sur cette transaction du secteur énergétique. Que les députés ministériels se lèvent et manifestent leur approbation, comme ils l'ont fait cinq fois au cours de la période des questions, devant ce brillant exploit de leur gouvernement dans sa politique énergétique. Il n'a perdu que un milliard sur les banques et un autre milliard cette semaine dans la prise de contrôle de Gulf! Avant longtemps la phrase «qu'est-ce que un milliard?» va devenir caractéristique du gouvernement. Il ne s'en fait pas. Il ne comprend même plus ce qui se passe. Le fait est que cet établissement financier a vu plus grand que ses moyens et quand le moment est venu de décider ce qu'il fallait faire, les problèmes ont commencé. Dans les circonstances, un ministre de la Couronne doit être tenu responsable.

Examinons les faits. On n'a même pas demandé l'avis des vérificateurs de la Banque Commerciale du Canada cette fin de semaine-là. Dans leur déclaration devant le comité des finances, les représentants de Clarkson Gordon ont dit qu'on ne leur avait même pas demandé ce qu'ils pensaient de la situation. C'est eux qui s'occupaient des questions financières. Les banquiers à qui on a fait appel l'ont dit sans ambages, ils n'étaient pas rassurés. L'équipe de la Banque Royale à qui on a demandé de faire l'inspection s'est abstenue de toute recommandation parce qu'elle n'a pas pu recueillir assez de renseignements. Toujours selon l'article de la Presse canadienne, les banquiers étaient nerveux aux réunions de cette fin de semaine parce qu'ils n'ont pas pu analyser en détail les livres de la Banque Commerciale. Un banquier s'est plaint qu'après avoir demandé des renseignements supplémentaires, le gouvernement lui a remis les mêmes états trimestriels distribués aux actionnaires. Le gouvernement s'apprêtait à prendre une décision d'une importance incalculable, et les gens qui étaient chargés de faire enquête ne pouvaient même pas obtenir les renseignements qu'ils demandaient. La ministre d'État aux Finances et le ministre des Finances, ces soi-disant gardiens du nouvel ordre économique, n'assistaient même pas aux réunions. Ils ne se donnaient même pas cette peine. J'imagine qu'il devait y avoir une partie de plaisir qu'ils ne voulaient absolument pas manquer. Ils ne pouvaient se décider à assister à ces réunions alors que un milliard de dollars était en jeu. La ministre d'État aux Finances déclarait: «Ce n'est pas mon rôle; c'est celui des fonctionnaires».

Or, cette semaine, un ministre a démissionné parce qu'il avait fait fi d'une décision de ses fonctionnaires et était intervenu dans l'affaire du thon avarié. La ministre d'État aux Finances nous dit maintenant qu'il ne s'agit que de un milliard de dollars, et que c'est la première fois depuis 1923 qu'une banque canadienne fait faillite. Elle avait autre chose à faire cette fin de semaine-là et ne tenait pas du tout à aller s'ennuyer à ces réunions. Par ailleurs, le ministre des Finances, celui-là même qui est responsable en dernière analyse, est demeuré introuvable. Est-ce cela la responsabilité ministérielle?

Le gouvernement se demande ce que les Canadiens peuvent bien avoir à s'inquiéter et à demander qui était à la barre, alors que les deux ministres responsables au premier chef demeuraient introuvables au cours d'une fin de semaine où un milliard de dollars s'envolait en fumée. Nous devrions peut-être demander où se trouvait la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>lle</sup> Carney) au moment de l'affaire de la Gulf. Nous savons qu'elle se trouvait dans une île quelque part dans le détroit de Géorgie. Elle n'était pas là non plus lorsque ces décisions furent prises. Pourtant, le gouvernement se demande pourquoi les Canadiens sont si inquiets et pourquoi nous avons réclamé un débat d'urgence. Le fait est que l'incurie incroyable dont les ministres du gouvernement ont fait preuve au cours de cette fin de semaine de mars a été à l'origine de la suite des événements qui met maintenant en péril l'existence même de la Norbanque. Le premier ministre (M. Mulroney), le ministre des Finances et d'autres ministres tentent de jeter de la poudre aux yeux quand ils affirment défendre l'ouest du Canada. Le 22 mars, ils ont été les premiers à amorcer la ruine de la Norbanque. Au lieu d'intervenir comme ils auraient dû le faire au cours de cette fin de semaine, ils l'ont condamné en quelque sorte à la faillite. Comme l'ont dit les directeurs de cette banque, ils avaient déjà entrepris au début de l'été leur propre opération de relance. Alors même qu'ils réduisaient à néant leur ligne de crédit et qu'ils commençaient à réorganiser leur portefeuille, le gouvernement est intervenu au cours d'une fin de semaine de septembre, a associé le sort des deux banques et a déclaré que la Norbanque éprouvait les mêmes difficultés que la Banque Commerciale du Canada. Soudainement, il voudrait savoir pourquoi les gens s'énervent et se mettent à retirer leurs dépôts et pourquoi la Norbanque est en difficulté. Est-ce là le sauveur de l'Ouest canadien? Est-ce ce gouvernement qui prétend défendre l'Ouest? Il a eu la possibilité d'accorder une aide substantielle à au moins une de ces institutions, mais voilà qu'au lieu de cela, nous perdrons les deux. L'équation est simple, et le résultat l'est également. Du fait d'un grave manque de jugement et de sérieux chez les deux ministres responsables de nos arrangements financiers, nous risquons de perdre non pas une grande institution financière dans l'Ouest, mais bien deux.

Comme l'a rappelé un de mes collègues un peu plus tôt au cours du débat, nous voulons, par ce débat d'urgence, faire comprendre que nous ne sommes toujours pas convaincus que les choses doivent se terminer de la sorte. Nous persistons à croire qu'il y aurait moyen de sauver la Norbanque, si seulement le gouvernement voulait bien assumer ses responsabilités, agir comme un gouvernement et prendre des décisions, plutôt que de se défilier, de vasouiller, de se défendre, de protester et